

# L'AGEFI

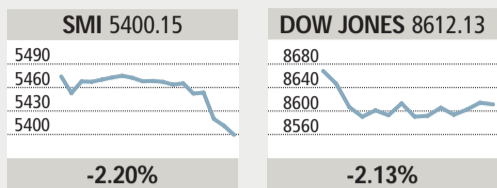
QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

PRÉVISIONS CONJONCTURELLES

## Le pessimisme assumé d'économiesuisse

PAGE 6

JA-PP/JOURNAL - 1000 LAUSANNE 1



RELATIONS FRANCO-GENEVOISES

### Apport économique quasi invisible

PAGE 4

### NICOLAS SARKOZY À GENÈVE Où va l'OIT

PAGE 18

### TROISIÈME PLAN DE RELANCE La voie est très étroite

PAGE 4

### KAUFMANN INTERPELLE LE GOUVERNEMENT OPA sur Quadrant mise en cause

PAGE 4

### ENTREPRENEURS SUISSES L'appel à l'union nationale

PAGE 6

### INVESTIR DANS L'ÉOLIEN EN SUISSE Réseautage et contexte local

PAGE 8

### LA DETTE ÉMERGENTE SELON PIMCO Plus sûre que les Etats-Unis?

PAGE 7

## Nouvelle fronde contre le dollar



**HU JINTAO.** Le président chinois se rendra aujourd'hui dans l'Oural pour participer au premier sommet de l'histoire entre les dirigeants des quatre pays de la zone BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine).

Possédant près de 42% des réserves mondiales de change, la zone BRIC s'active en faveur d'une plus grande diversification de ses avoirs, au détriment du dollar. Les quatre pays attaquent depuis plusieurs semaines la suprématie du billet vert comme monnaie de référence, suggérant un rééquilibrage via les droits de tirage spéciaux du FMI.

PAGE 11

# De la difficulté d'imposer de nouveaux indices

Le SLI n'a pas atteint ses objectifs après deux ans d'existence. SIX Swiss Exchange ne désespère pas.

CHRISTIAN AFFOLTER

Le SLI (Swiss Leader Index) aura bientôt deux ans d'une existence restée très discrète. L'indice des valeurs vedette SMI a gardé sa place de référence. Le marché des dérivés donne une mesure de l'insignifiance relative du SLI. Seulement 89 produits cotés à la Scoach utilisent cet indice comme sous-jacent, contre une majorité écrasante de 1116 produits pour le SMI, toutes catégories confondues! Les encours

sous gestion des ETF (fonds indiciels cotés) sur le SLI n'atteignent qu'une petite fraction de ceux se référant à l'indice des valeurs vedette. Le mois dernier, les dix titres supplémentaires par rapport aux constituants du SMI n'ont généré que 4,45 milliards de francs en chiffre d'affaires, contre 59,99 milliards pour les 20 valeurs représentées dans les deux indices. Ce démarrage difficile n'étonne guère la SIX Swiss Exchange: «L'entrée d'un nouvel indice dans

la perception collective prend du temps. Il ne suffit pas de proposer des produits basés sur le SLI, il faut également les faire connaître. Il réside encore un certain potentiel dans la formation au sein des banques au sujet de cette nouvelle référence.» Comme au niveau de sa présence dans les médias et sur les plateformes de trading online. Pourtant, cet indice offre plus que simplement un agrandissement de l'univers du SMI de dix titres. Mais la principale innovation du SLI di-

visera toujours les investisseurs. Contrairement au SMI et au SPI, qui procèdent uniquement à une pondération selon la capitalisation sur le marché, l'indice des entreprises leader limite la part maximale d'une société à l'indice à 9%. Au lieu de représenter plus que la moitié du marché, les trois capitalisations les plus importantes - Nestlé, Roche et Novartis - ne comptent que pour un quart du SLI. Cet indice est donc plus diversifié. **SUITE PAGE 11**

## GESTION PRIVÉE

# La défiance entre clients et gestionnaires

Une étude de Dow Jones affirme qu'un client sur deux veut changer de conseiller financier.

La crise (de confiance) est passée par là. Si près de 80% des gérants déclarent que leur performance a été bonne ou très bonne durant la crise, seuls 30% des clients sont d'accord avec cette affirmation. Ces derniers sont également 30% à juger la performance faible ou très faible. Et un seul client sur quatre se déclare prêt à recommander son gérant à un ami ou à un membre de sa famille. Le décalage des chiffres reflète la

perte de confiance croissante entre clients de la gestion de privée et leurs conseillers. C'est l'un des principaux enseignements du sondage mené par le Dow Jones Wealth Bulletin auprès de 150 spécialistes du wealth management, 100 clients «high net worth» et 65 intermédiaires actifs dans l'industrie.

Conséquence de ces divergences de vue, les fonds migrent d'une banque à l'autre - des analystes calculent qu'au moins 1 trillion de dollars a changé de déposant en 2008. Et des relations d'affaires se défont à un rythme croissant. Le rapport propose dix pistes pour réanimer la confiance. **PAGE 3**

## OBJECTIF AUSTRALIE

# Acquisition à 2 milliards pour Holcim

Avec l'acquisition de Cemex Australia, pour un montant proche de 1,8 milliard de francs, y compris une participation de 25% dans Cement Australia, Holcim accomplit un grand pas stratégique sur un des marchés mûrs les plus attractifs au monde et à fortes ressources naturelles, l'Australie. Ce prix correspond à 6,6X l'EBITDA (excédent brut d'exploitation) estimé pour 2009 et paraît approprié dans un contexte favorable à l'acheteur. Ces entreprises permettront à Holcim d'inclure l'Australie dans sa stratégie d'expansion de ses affaires de granulats et de béton prêt à l'emploi dans des marchés mûrs. Cette acquisition sera financée entièrement par capitaux



**MARKUS AKERMANN (CEO DE HOLCIM).** Le cash-flow du groupe augmentera aussi suite aux investissements d'expansion.

propres, ce qui nécessitera une augmentation de capital de l'ordre de 2 milliards de francs. Celle-ci comprend aussi la pleine participation, à concurrence de 250 millions de francs, à un placement privé dans Huaxin Cement (China). **PAGE 7**

# Ce qui change avec la France

La Suisse est simplement revenue sur ses réserves de 2005 en paraphant l'avenant à la convention fiscale. Une adaptation plus technique que douloureuse.

PATRICK MICHAUD\*

Les administrations fiscales suisses et françaises ont paraphé jeudi 11 juin un avenant à la convention fiscale de 1966 prévoyant notamment un échange de renseignements similaire à celui proposé par l'OCDE en juillet 2005 dans le cadre d'un modèle de convention fiscale pour à la fois éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. Cet accord qui sera signé au niveau ministériel après l'été, intervient alors que le ministre français du Budget Eric Woerth a rencontré, à Berne, le pré-

sident en exercice de la Confédération et ministre des Finances, Hans-Rudolf Merz. L'article 26 de ce modèle de traité propose que les administrations fiscales puissent, sous certaines conditions, s'échanger, à la demande, différents renseignements comprenant notamment les renseignements bancaires. Le Luxembourg la Belgique, l'Autriche et la Suisse avaient émis des réserves sur cet article. Cependant la nouvelle future directive épargne applicable à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014 entre les 27 membres de l'UE et l'accord Union européenne-Suisse du 26 octobre 2004 pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale applicable depuis avril 2009 rendaient politiquement impossible le sympathique maintien de la position des 4 alliés, nos derniers chevaliers protecteurs de la vie privée. En paraphant l'avenant du 11 juin 2009 (qui reprend l'article 26 du traité OCDE de juillet 2005) la Suisse est donc simplement revenue

sur ses réserves de 2005. Comme du reste cela avait été envisagé entre la Confédération et la communauté européenne. L'article 10 de l'accord du 26 octobre 2004 prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans une directive (2003/48/ce) du conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne. La Suisse a donc accepté d'appliquer l'article 26 du traité OCDE de 2005 comme vient de le faire son allié luxembourgeois. **SUITE PAGE 2**

\*Avocat au Barreau de Paris

## 1

### Investir dans l'Empire du Milieu!

**DWS Invest Chinese Equities LC**

» Valor: 2 836 135

» ISIN: LU0273157635

[www.dws.ch](http://www.dws.ch) 1<sup>er</sup> CHOICE FOR YOUR MONEY.

Le placement collectif mentionné dans ce document est un fonds de placement de droit luxembourgeois, autorisés à la distribution public en Suisse. En Suisse, les investisseurs peuvent obtenir gratuitement le dernier prospectus de vente avec le règlement, le prospectus simplifié, ainsi que les derniers rapports annuel et semestriel auprès du représentant suisse DWS Suisse SARL, Uraniastrasse 9, 8001 Zurich ou auprès de l'agent payeur suisse Deutsche Bank (Suisse) S.A. à Genève ou de ses succursales à Zurich et Lugano.

Banking Efficiency Software Tool

**BESTVISION HOLDING**

Genève - Lugano - Zürich  
www.isys.ch - www.bestvision.ch



